



HAL
open science

Pourquoi enseigner l'alternatif?

Mathias Rollot

► **To cite this version:**

| Mathias Rollot. Pourquoi enseigner l'alternatif?. AMC Le Moniteur, 2024. hal-04484728

HAL Id: hal-04484728

<https://hal.science/hal-04484728>

Submitted on 29 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Accueil > Points de vue

"POURQUOI ENSEIGNER L'ALTERNATIF ?", POINT DE VUE DE MATHIAS ROLLOT, ENSEIGNANT-CHERCHEUR À L'ENSA GRENOBLE

28/02/2024 À 11H00 | POINTS DE VUE |

POINT DE VUE

« Enseigner l'alternative est un impératif de précaution : nous nous devons d'être pluriels, à la fois en décalage et en avance sur la société. »

Mathias Rollot, enseignant-chercheur

"Pourquoi enseigner l'alternative ?", point de vue de Mathias Rollot, enseignant-chercheur

ARTICLES LIÉS

"Il faut ouvrir une école tournée vers l'architecture par-delà l'objet architectural", [...]

Enseignement de l'architecture: comment réconcilier pratique et théorie ?

Dans les archives d'AMC: 1971, l'enseignement préoccupant

Pourquoi donc devrait-on enseigner au sein des ateliers de projet des écoles d'architecture, "l'alternative", c'est-à-dire des compétences ensuite inapplicables dans le réel de la fabrique de l'architecture contemporaine ? L'enseignant-chercheur Mathias Rollot s'interroge sur l'intérêt de travailler avec les futurs architectes, à l'invention de possibilités constructives et législatives, énergétiques et politiques nouvelles, comme un impératif de précaution, pour faire face aux transformations en cours du monde. Et parce que "les alternatives, mêmes les plus radicales, ne sont pas toujours si lointaines qu'on pourrait le croire".

Pourquoi enseigner l'alternative ?

A l'automne dernier, Nicolas Depoutot, un collègue enseignant de l'ENSA de Nancy, m'invitait à discuter de conception architecturale dans son séminaire de Master. Au fil des échanges avec la salle, le propos progressa, et dériva tant et si bien que je fini par m'engager dans un plaidoyer en faveur d'une décolonisation de l'architecture. Alors plongé dans la finalisation d'un ouvrage éponyme(1), il m'était difficile d'éluider trop longuement la problématique de l'« occidentalisme-centrisme » de la discipline architecturale, ses cultures et ses théories. Les valeurs de notre discipline ne sont-elles pas drapées d'un universalisme douteux et d'une pensée du « développement » comparable à une forme de « colonialisme déguisé »(2) ? Si tel est le cas, il importe alors de considérer la théorie de la conception architecturale en écho à d'autres modèles, d'autres systèmes de références, d'autres modes d'évaluation de la « qualité architecturale », et d'autres rapports à la capacité autonomes des peuples à participer à leurs milieux de vie.

Ce jour-là, j'argumentais donc à la fois en faveur de davantage de souveraineté constructive populaire et pour des retrouvailles avec les savoirs constructifs habitants situés(3). Ce à quoi finit par réagir mon collègue, dubitatif et possiblement provocateur. "Ces alternatives constructives n'ayant aucune place dans le monde de la commande actuelle, faut-il leur trouver une place dans nos enseignements en Ensa ?" En se positionnant ainsi face aux modalités de conception et de construction trop radicales ou marginales, il opposa aux vellétés d'ouvertures décoloniales ce que j'ai perçu comme une posture pragmatique plus professionnalisante mais non moins « éthique » et « engagée ». L'argument tenait bien la route : c'est vrai, pourquoi donc *devrait-on* transmettre en atelier de projet des compétences ensuite inapplicables dans le réel ? La question posée est celle de la pertinence de « l'enseignement de l'alternative ».

La question était pertinente. Elle me touche d'autant plus que c'est aussi en tant

qu'enseignant attaché à la réalité que j'enseigne le projet de façon très pragmatique. Pourquoi, alors, ce plaidoyer soudainement « utopiste » de ma part ? Quelques mois plus tard, voici une réponse plus complète. *Oui*, je crois aujourd'hui qu'il est non seulement possible, mais aussi souhaitable, de défendre en atelier de projet des *alternatives* aux réalités constructives et législatives, énergétiques et climatiques, politiques et sociales contemporaines. Les arguments que je trouve en faveur d'un enseignement de l'alternatif sont au nombre de cinq.

Premièrement, il n'est pas inutile de commencer par rappeler à quel point les alternatives radicales au monde de l'agence d'architecture conventionnelle existent d'ores et déjà. Dans les milieux militants et chez les alternatifs ayant décidé de sortir de la construction industrielle ordinaire, une myriade d'« architectures hirsutes »(4) s'élèvent chaque jour dans le pays. Que les architectes s'installent en « collectifs » ou non, qu'ils accompagnent l'autoconstruction ou l'auto-conception, qu'ils choisissent de s'engager dans des filières marginales du type de la paille porteuse (à la manière par exemple de l'agence-association d'architectes Nebraska) ou autre encore : difficile de dire que cette réalité-là n'existe pas. Il n'appartient qu'aux architectes de décider s'ils souhaitent accompagner ces mondes, en faire partie, ou nier tant les qualités de leurs réalisations que leurs existences elles-mêmes.

Deuxièmement, des pratiques hybrides – ni radicalement alternatives, ni pleinement mainstream – existent aussi. A la manière par exemple de l'agence Studiolada tentant d'utiliser un projet d'architecture pour monter une filière constructive terre crue, de zéro, dans une région Grand-Est qui en manque cruellement. Ou bien à la manière de l'agence Mil-lieux argumentant tout l'intérêt du « béton de site » permettant de travailler la terre crue banchée avec des entreprises travaillant habituellement le béton, pour pouvoir les former à cette alternative en employant leur outillage habituel. Ces postures, écologiques et réalistes à la fois, œuvrent concrètement en faveur d'une transition douce de la société actuelle. Elles la tirent vers ce qu'elle n'est pas encore, vers des alternatives pour l'heure discrètes, sûrement insuffisantes, mais qui ne demandent qu'à se prolonger. D'où, donc, un autre intérêt à former les étudiant·es à ce qui n'est pas encore possible : pour qu'elles et ils concourent à ce mouvement de transition douce.

Troisièmement, il faut reconnaître que les choses finissent quand même par bouger un peu. Ça y est : la loi ZAN est là, et l'historique « Règlementation Thermique » a été transformée en une – imbuvable – « Règlementation Environnementale » plus complexe et contraignante. Le ministre de l'Écologie impose explicitement de se préparer à un réchauffement de +4°C à moyen terme, et le Conseil de Paris vote un budget pour préparer la Capitale à des températures de 50°C en 2050. A bien des égards, la société se transforme donc effectivement. Et si demain elle demandait aux mondes de l'architecture et de l'urbanisme des réalisations radicalement plus écologiques et frugales, qu'en serait-il ? Serions-nous prêts à la suivre, ou devrions-nous répondre honteusement que, jusqu'ici, ce n'est pas ce qu'on nous demandait de faire, et que donc nous ne savons pas faire autrement ? Enseigner l'alternative est aussi un impératif de précaution : nous nous devons d'être pluriels, à la fois en

décalage et en avance sur la société, pour pouvoir être réactifs aux potentielles transformations écologiques du monde.

Quatrièmement, l'enseignement de l'alternative pourrait aussi être pris comme un principe de résistance *per se* au « néolibéralisme ». Ce dernier terme, admirablement synthétisé par Gilles Pinson dans *La Ville néolibérale* (Puf, 2020), nous parle en effet d'un monde dans lequel l'État n'est nullement placé « en retrait » du marché, mais en incarne plutôt un agent de premier plan « facilitant la vie des acteurs du marché »(5). C'est à l'aune de ce concept que l'on pourrait s'interroger sur le caractère néolibéral des Ensa actuelles, si celles-ci ont partiellement pour fonction d'employer l'argent public à former les compétiteurs privés du libéralisme économique de demain. En ce sens, c'est alors peut-être une résistance et un acte anti-capitaliste que former les étudiant·es en atelier de projet, à des alternatives à la réalité du marché actuel, sa mise en compétition des individus et ses logiques extractivistes d'épuisement des êtres et des ressources.

Cinquièmement, enfin, il faut dire les vertus intrinsèques de l'alternative, dont sa capacité à remettre en cause nos certitudes. Nous apprenons quotidiennement sur nous-mêmes, sur l'architecture et sur le monde dans le face-à-face de l'atelier de projet, avec les étudiant·es. Et force est de constater qu'à l'occasion, ce qui pouvait sembler utopique sur le papier, terriblement marginal ou irréaliste, s'avère finalement dessiné et crédible, une fois résolu par une petite équipe étudiante, à l'occasion par exemple d'un diplôme. Les alternatives, mêmes les plus radicales, ne sont pas toujours si lointaines qu'on pourrait le croire. Et travailler leurs potentialités avec nos étudiant·es en architecture, c'est déjà les rapprocher un peu de notre réalité occidentale contemporaine.

Mathias Rollot, enseignant-chercheur à l'Ensa Grenoble

(1) Mathias Rollot, *Décoloniser l'architecture*, Le Passager Clandestin, 2024.

(2) « Le développement, c'est le colonialisme déguisé », Ashish Kothari et al. (dir.), *Plurivers. Un dictionnaire du post-développement*, Wildproject, 2022.

(3) Du bricolage ordinaire aux savoirs indigènes radicaux tels que ceux documentés par Julia Watson dans son bel ouvrage *LO-TEK : Design by radical indigenism* (Phaidon, 2019).

(4) L'expression est de Geneviève Pruvost, « La politisation du moindre geste (3/3) : les chantiers collectifs », *Topophile*, 15 juin 2023 [en ligne]. Parmi bien d'autres, le premier ouvrage d'Anatomies d'architecture, *Le Tour de France des maisons écologiques* (Alternatives, 2020), a bien documenté quelques-unes de ces réalisations radicales/marginales.

(5) Gilles Pinson, *La Ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020, p.12.

RÉAGISSEZ À CET ARTICLE